



État des lieux d'une rentrée sous pression

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Les congés d'été passés, comment qualifier cette rentrée ?

Lourde, chargée, plus qu'incertaine sur le plan économique, plus néolibérale que jamais. La plupart des pays émergents, dont la Chine, le Brésil ou la Russie, connaissent des difficultés qui ne seront pas sans conséquences sur l'activité économique en Europe et en France où la croissance économique patine sérieusement. Les trois moteurs sont au ralenti ou ont calé : consommation, investissement public, investissement privé.

La mise en place du pacte de responsabilité (41 milliards d'aides sans condition sur trois ans aux entreprises, 50 milliards de réduction des dépenses publiques) n'arrange rien, bien au contraire.

Il est temps de cibler et conditionner les aides aux entreprises. C'est une question d'efficacité, de contrôle démocratique et de non-gaspillage de l'argent public.

Nous ne tergiverserons pas sur le départ du ministre du Travail qui n'est pas, seul, responsable du chômage.

Le chômage est le fruit amer d'une politique économique et sociale globale.

Une « conférence sociale » (qui perdrait l'intitulé de « grande » sans prendre celui de « petite » !) est annoncée pour les 19 et 20 octobre.

À ce jour, nous ne connaissons pas encore les thèmes traités et l'ordonnancement. Ce sera, à

n'en pas douter, une opération de communication du gouvernement.

COP21 ? On en parle et on y travaille depuis des mois, y compris avec la Confédération syndicale internationale.

Marché du travail et Code du travail ? Si tel est le cas, on peut penser sans risque qu'il s'agirait de rogner les droits des salariés, voire de remettre en cause le principe républicain et solidaire de la hiérarchie des normes. C'est ce qu'envisagent notamment deux think tank libéraux (Terra nova et l'Institut Montaigne).

Et c'est ce que laisse entendre le Premier ministre.

Compte personnel d'activité ? Cela ne se règle pas en une ou deux journées tellement ce dossier est complexe.

Politique industrielle ? On en discute régulièrement et nous y sommes très présents, dans les comités de filières et au Conseil national de l'industrie.

Pour toutes ces raisons, j'ai indiqué, s'agissant de la participation de FO, que rien n'est moins sûr.

C'est, là encore, notre liberté de comportement.

Jean-Claude mailly, Secrétaire général
@jcmailly sur Twitter